

3. — Si, dans des cas particuliers, il est impossible à l'Italie de restituer à la Yougoslavie les objets définis aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'Italie s'engage à remettre à la Yougoslavie des objets de même nature ou d'une importance sensiblement équivalente à celle des objets enlevés, dans la mesure où il est possible de s'en procurer en Italie.

ARTICLE 13.

L'alimentation en eau de la commune de Gorizia et de ses environs sera réglée conformément aux dispositions de l'annexe V.

SECTION V. — GRÈCE (Clauses spéciales).

ARTICLE 14.

1. — L'Italie cède à la Grèce en pleine souveraineté les îles du Dodécanèse ci-après énumérées, savoir: Stampalia (Astropalia), Rhodes (Rhodos), Calki (Kharki), Scarpanto, Casos (Casso), Piscopis (Tilos), Misiros (Nisyros), Calimnos (Kalymnos), Leros, Patmos, Lipsos (Lipso), Simi (Symi), Cos (Kos) et Castellorizo, ainsi que les îlots adjacents.

2. — Ces îles seront et resteront démilitarisées.

3. — Les formalités et les conditions techniques du transfert de ces îles à la Grèce seront fixées par un accord entre les Gouvernements du Royaume-Uni et de la Grèce et des arrangements seront pris pour que le retrait des troupes étrangères soit terminé au plus tard quatre-vingt-dix jours après l'entrée en vigueur du présent Traité.

PARTIE II

CLAUSES POLITIQUES

SECTION I. — CLAUSES GÉNÉRALES.

ARTICLE 15.

L'Italie prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression de la pensée, la liberté de presse et de publication, la liberté du culte, la liberté d'opinion et de réunion.

3. — Se, in determinati casi, l'Italia si trovasse nell'impossibilità di restituire o consegnare alla Jugoslavia gli oggetti di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo, l'Italia consegnerà alla Jugoslavia oggetti dello stesso genere e di valore approssimativamente equivalente a quello degli oggetti rimossi, in quanto siffatti oggetti possano trovarsi in Italia.

ARTICOLO 13.

L'approvvigionamento dell'acqua per Gorizia ed i suoi dintorni sarà regolato a norma delle disposizioni dell'Allegato V.

SEZIONE V. — GRECIA (Clausele special).

ARTICOLO 14.

1. — L'Italia cede alla Grecia in sovranità piena le Isole del Dodecaneso in appresso indicate e precisamente: Stampalia (Astropalia), Rodi (Rhodos), Calki (Kharki), Scarpanto, Casos (Casso), Piscopis (Tilos), Misiros (Nisyros), Calimnos (Kalymnos), Leros, Patmos, Lipsos (Lipso), Simi (Symi), Cos (Kos) e Castellorizo, come pure le isolette adiacenti.

2. — Le predette isole saranno e rimarranno smilitarizzate.

3. — La procedura e le condizioni tecniche de regoleranno il trapasso di tali isole alla Grecia saranno stabilite d'accordo fra i Governi del Regno Unito e di Grecia ed accordi verranno presi per il ritiro delle truppe straniere non oltre 90 giorni dall'entrata in vigore del presente Trattato.

PARTE II

CLAUSOLE POLITICHE.

SEZIONE I. — CLAUSOLE GENERALI.

ARTICOLO 15.

L'Italia prenderà tutte le misure necessarie per assicurare a tutte le persone soggette alla sua giurisdizione, senza distinzione di razza, sesso, lingua o religione, il godimento dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, ivi compresa la libertà d'espressione, di stampa e di diffusione, di culto, di opinione politica e di pubblica riunione.

ARTICLE 16.

L'Italie ne persécutera ni n'inquiétera les ressortissants italiens, notamment les membres des forces armées, pour le seul fait d'avoir, au cours de la période comprise entre le 10 juin 1940 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité, exprimé leur sympathie envers la cause des Puissances Alliées et Associées ou d'avoir mené une action en faveur de cette cause.

ARTICLE 17.

L'Italie qui, conformément à l'article 30 de la Convention d'armistice, a pris des mesures pour dissoudre les organisations fascistes en Italie, s'engage à ne pas tolérer la reconstitution sur son territoire d'organisations de cette nature, ayant un caractère politique, militaire ou paramilitaire, et dont le but est de priver le peuple de ses droits démocratiques.

ARTICLE 18.

L'Italie s'engage à reconnaître la pleine valeur des Traités de paix avec la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Finlande, ainsi que des autres accords ou arrangements qui ont été conclus ou qui seront conclus par les Puissances Alliées et Associées en ce qui concerne l'Autriche, l'Allemagne et le Japon, en vue du rétablissement de la paix.

SECTION II. — NATIONALITÉ —
DROITS CIVILS ET POLITIQUES.

ARTICLE 19.

1. — Les ressortissants italiens qui étaient domiciliés, à la date du 10 juin 1940, dans un territoire cédé par l'Italie à un autre Etat aux termes du présent Traité, et leurs enfants nés après cette date, deviendront, sous réserve des dispositions du paragraphe suivant, ressortissants de l'Etat auquel le territoire est cédé et jouiront de la pleine capacité civile et politique, conformément à la législation que l'Etat successeur promulguera à cet effet dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité. L'acquisition de la nationalité de l'Etat intéressé entraînera la perte de la nationalité italienne.

2. — Le Gouvernement de l'Etat auquel le territoire est cédé, prendra, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, les mesures législatives appropriées pour donner à toutes les personnes mention-

ARTICOLO 16.

L'Italia non incriminerà, né altrimenti perseguiterà alcun cittadino italiano, compresi gli appartenenti alle Forze armate, pel solo fatto di avere, durante il periodo di tempo corrente dal 10 giugno 1940 all'entrata in vigore del presente Trattato, espressa simpatia od avere agito in favore della causa delle Potenze Alleate ed Associate.

ARTICOLO 17.

L'Italia, la quale, in conformità dell'articolo 30 della Convenzione di Armistizio, ha preso misure per sciogliere le organizzazioni fasciste in Italia, non permetterà, in territorio italiano, la rinascita di simili organizzazioni, siano esse politiche, militari o militarizzate, che abbiano per oggetto di privare il popolo dei suoi diritti democratici.

ARTICOLO 18.

L'Italia si impegna a riconoscere piena forza ai Trattati di Pace con la Romania, Bulgaria, Ungheria e Finlandia ed a quelle altre convenzioni od accordi che siano stati o siano per essere raggiunti dalle Potenze Alleate ed Associate rispetto all'Austria, alla Germania ed al Giappone, al fine di ristabilire la pace.

SEZIONE II. — NAZIONALITÀ —
DIRITTI CIVILI E POLITICI.

ARTICOLO 19.

1. — I cittadini italiani che, al 10 giugno 1940, erano domiciliati in territorio ceduto dall'Italia ad un altro Stato per effetto del presente Trattato, ed i loro figli nati dopo quella data diverranno, sotto riserva di quanto dispone il paragrafo seguente, cittadini godenti di pieni diritti civili e politici dello Stato al quale il territorio viene ceduto, secondo le leggi che a tale fine dovranno essere emanate dallo Stato medesimo entro tre mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato. Essi perderanno la loro cittadinanza italiana al momento in cui diverranno cittadini dello Stato subentrante.

2. — Il Governo dello Stato al quale il territorio è trasferito, dovrà disporre, mediante appropriata legislazione entro tre mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, perché tutte le persone di cui al paragrafo 1,

nées au paragraphe 1 qui sont âgées de plus de dix-huit ans (ou aux personnes mariées, qu'elles aient ou non atteint cet âge) dont la langue usuelle est l'italien, le droit d'opter pour la nationalité italienne dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité. Toute personne ayant ainsi opté conservera la nationalité italienne et ne sera pas considérée comme ayant acquis la nationalité de l'Etat auquel le territoire est cédé. L'option du mari n'entraînera pas celle de la femme. L'option du père ou, si le père est décédé, l'option de la mère entraînera automatiquement celle de tous les enfants non mariés âgés de moins de dix-huit ans.

3. — L'Etat auquel le territoire est cédé pourra exiger des personnes qui exerceront leur droit d'option qu'elles transfèrent leur résidence en Italie dans le délai d'un an à compter de la date où l'option aura été exercée.

4. — L'Etat auquel le territoire est cédé assurera, conformément à ses lois fondamentales, à toutes personnes se trouvant sur ce territoire, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression de la pensée, la liberté de presse et de publication, la liberté du culte, la liberté d'opinion et de réunion.

ARTICLE 20.

1. — Dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, les citoyens italiens âgés de plus de dix-huit ans (ou les personnes mariées, qu'elles aient ou non atteint cet âge) dont la langue usuelle est une des langues yougoslaves (serbe, croate ou slovène) et dont le domicile se trouve en territoire italien, pourront obtenir la nationalité yougoslave, si les autorités yougoslaves acceptent la demande qu'ils devront présenter au représentant diplomatique ou consulaire de Yougoslavie en Italie.

2. — Dans ce cas, le Gouvernement yougoslave transmettra au Gouvernement italien, par la voie diplomatique, les listes des personnes qui auront ainsi acquis la nationalité yougoslave. Les personnes mentionnées dans ces listes perdront la nationalité italienne à dater de cette communication officielle.

3. — Le Gouvernement italien pourra exiger de ces personnes qu'elles transfèrent leur résidence en Yougoslavie dans le délai d'un

di età superiore ai diciotto anni (e tutte le persone coniugate, siano esse al disotto od al disopra di tale età) la cui lingua usuale è l'italiano, abbiano facoltà di optare per la cittadinanza italiana entro il termine di un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato. Qualunque persona che opti in tal senso conserverà la cittadinanza italiana e non si considererà avere acquistato la cittadinanza dello Stato al quale il territorio viene trasferito. L'opzione esercitata dal marito non verrà considerata opzione da parte della moglie. L'opzione esercitata dal padre, o se il padre non è vivente, dalla madre, si estenderà tuttavia automaticamente a tutti i figli non coniugati, di età inferiore ai diciotto anni.

3. — Lo Stato al quale il territorio è ceduto potrà esigere che coloro che si avvalgono dell'opzione, si trasferiscano in Italia entro un anno dalla data in cui l'opzione venne esercitata.

4. — Lo Stato al quale il territorio è ceduto dovrà assicurare, conformemente alle sue leggi fondamentali, a tutte le persone che si trovano nel territorio stesso, senza distinzione di razza, sesso, lingua o religione, il godimento dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, ivi comprese la libertà di espressione, di stampa e di diffusione, di culto, di opinione politica, e di pubblica riunione.

ARTICOLO 20.

1. — Entro il termine di un anno dalla entrata in vigore del presente Trattato, i cittadini italiani di oltre 18 anni di età (e quelli coniugati, siano essi al disotto od al disopra di tale età), la cui lingua usuale è una delle lingue jugoslave (serbo, croato o sloveno) e che sono domiciliati in territorio italiano, potranno, facendone domanda ad un rappresentante diplomatico o consolare jugoslavo in Italia, acquistare la nazionalità jugoslava, se le autorità jugoslave accetteranno la loro istanza.

2. — In siffatti casi il Governo jugoslavo comunicherà al Governo italiano, per via diplomatica, gli elenchi delle persone che avranno così acquistato la nazionalità jugoslava. Le persone indicate in tali elenchi perderanno la loro nazionalità italiana alla data della suddetta comunicazione ufficiale.

3. — Il Governo italiano potrà esigere che tali persone trasferiscano la loro residenza in Jugoslavia entro il termine di un anno

an à compter de la date de ladite communication officielle.

4. — Les règles relatives à l'effet des options sur les femmes et sur les enfants, stipulées au paragraphe 2 de l'article 19, s'appliqueront aux personnes visées au présent article.

5. — Les dispositions de l'annexe XIV, paragraphe 10, du présent Traité, visant le transfert des biens des personnes qui optent pour la nationalité italienne, sont également applicables au transfert des biens des personnes qui optent pour la nationalité yougoslave dans les conditions prévues par le présent article.

SECTION III. — TERRITOIRE LIBRE
DE TRIESTE.

ARTICLE 21.

1. — En vertu du présent article se trouve constitué le Territoire Libre de Trieste, dont l'étendue est limitée par la mer Adriatique et les frontières définies aux articles 4 et 22 du présent Traité. Le Territoire Libre de Trieste est reconnu par les Puissances Alliées et Associées et par l'Italie, qui conviennent que son intégrité et son indépendance seront assurées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

2. — La souveraineté de l'Italie sur la zone constituant le Territoire Libre de Trieste, tel qu'il est défini au paragraphe 1 du présent article, prendra fin dès l'entrée en vigueur du présent Traité.

3. — Dès que la souveraineté de l'Italie sur la zone en question aura pris fin, le Territoire Libre de Trieste sera administré, conformément aux dispositions d'un Instrument relatif au régime provisoire, établi par le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et approuvé par le Conseil de Sécurité. Cet Instrument demeurera en vigueur jusqu'à la date que le Conseil de Sécurité fixera pour l'entrée en vigueur du Statut Permanent qui devra avoir été approuvé par lui. A partir de cette date, le Territoire Libre sera régi par les dispositions de ce Statut Permanent. Les textes du Statut Permanent et de l'Instrument relatif au régime provisoire figurent aux annexes VI et VII.

4. — Le Territoire Libre de Trieste ne sera pas considéré comme territoire cédé, au sens de l'article 19 et de l'annexe XIV du présent Traité.

5. — L'Italie et la Yougoslavie s'engagent à donner au Territoire Libre de Trieste les garanties indiquées à l'annexe IX.

dalla data della suddetta comunicazione ufficiale.

4. — Ai fini del presente articolo varranno le medesime norme, relative all'effetto delle opzioni rispetto alle mogli ed ai figli, contenute nell'articolo 19, paragrafo 2.

5. — Le disposizioni dell'Allegato XIV, paragrafo 10 del presente Trattato, che si applicano al trasferimento dei beni appartenenti alle persone che optano per la nazionalità italiana, si applicheranno egualmente al trasferimento dei beni appartenenti alle persone che optano per la nazionalità jugoslava, in base al presente articolo.

SEZIONE III. — TERRITORIO LIBERO
DI TRIESTE

ARTICOLO 21.

1. — È costituito in forza del presente Trattato il Territorio Libero di Trieste, consistente dell'area che giace fra il mare Adriatico ed i confini definiti negli articoli 4 e 22 del presente Trattato. Il Territorio Libero di Trieste è riconosciuto dalle Potenze Alleate ed Associate e dall'Italia, le quali convengono che la sua integrità e indipendenza saranno assicurate dal Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite.

2. — La sovranità italiana sulla zona costituente il Territorio Libero di Trieste, così come esso è sopra definito, cesserà con l'entrata in vigore del presente Trattato.

3. — Dal momento in cui la sovranità italiana sulla predetta zona avrà cessato di esistere il Territorio Libero di Trieste sarà governato in conformità di uno Strumento per il regime provvisorio, redatto dal Consiglio dei Ministri degli Esteri e approvato dal Consiglio di Sicurezza. Detto Strumento resterà in vigore fino alla data che il Consiglio di Sicurezza determinerà per l'entrata in vigore dello Statuto Permanente, che dovrà essere stato da esso Consiglio approvato. A decorrere da tale data, il Territorio Libero sarà governato secondo le disposizioni dello Statuto Permanente. I testi dello Statuto Permanente e dello Strumento per il regime provvisorio sono contenuti negli Allegati VI e VII.

4. — Il Territorio Libero di Trieste non sarà considerato come territorio ceduto, ai sensi dell'articolo 19 e dell'Allegato XIV del presente Trattato.

5. — L'Italia e la Jugoslavia s'impegnano a dare al Territorio Libero di Trieste le garanzie di cui all'Allegato IX.

ARTICLE 22.

La frontière entre la Yougoslavie et le Territoire Libre de Trieste sera fixée comme il suit:

1. — La nouvelle frontière part d'un point situé sur la limite administrative séparant les provinces de Gorizia et de Trieste, à environ 2 kilomètres au nord-est du village de San Giovanni et à environ 0,5 kilomètre au nord-ouest de la cote 208 et qui constitue le point commun aux frontières de la Yougoslavie, de l'Italie et du Territoire Libre de Trieste; elle suit cette limite administrative jusqu'au mont Lanaro (cote 546) et de là, en direction du sud-est, jusqu'au mont Cocusso (cote 672), par la cote 461, Meducia (cote 475), Monte dei Pini (cote 476) et la cote 407 coupant la grand'route N° 58 de Trieste à Sesana, à 3,3 kilomètres environ au sud-ouest de cette ville en laissant à l'est les villages de Vogliano et d'Orle et approximativement à 0,4 kilomètre à l'ouest, le village de Zolla.

2. — Du mont Cocusso, la ligne continue en direction du sud-est, en laissant le village de Grozzana à l'ouest, atteint le mont Goli (cote 621) et de là, prenant la direction sud-ouest, coupe le route de Trieste à Cosina à la cote 455 et le chemin de fer à la cote 485, passe par les cotes 416 et 326, laissant en Yougoslavie les villages de Beca et de Castei, coupe la route d'Ospo à Gabrovizza d'Istria à 100 mètres environ au sud-est d'Ospo; de là, la ligne franchit la rivière Risana et coupe la route de Villa Decani à Risano en un point situé à 350 mètres environ à l'ouest de Risano, laissant en Yougoslavie le village de Rosario et la route de Risano à San Sergio; de là la ligne rejoint le croisement de routes situé à 1 kilomètre environ au nord-est de la cote 362, en passant par les cotes 285 et 354.

3. — De là la ligne rejoint un point situé approximativement à 0,5 kilomètre à l'est du village de Cernova, franchissant la rivière Dragogna à 1 kilomètre environ au nord de ce village, laissant à l'ouest les villages de Bucciai et de Truscolo et à l'est le village de Tersecco, et de là se dirige vers le sud-ouest, au sud-est de la route qui relie les villages de Cernova et de Chervoi, quittant cette route à 0,8 kilomètre à l'est du village de Cucciani, et de là, dans la direction générale sud-sud-ouest, passant environ à 0,4 kilomètre à l'est du mont Braico et approximativement à 0,4 kilomètre l'ouest du village de Sterna Filaria, laissant à l'est la route qui relie ce village à Piemonte, passant à 0,4 kilomètre

ARTICOLO 22.

La frontiera fra la Jugoslavia ed il Territorio Libero di Trieste sarà fissata come segue:

i) Il confine parte da un punto situato sulla linea di demarcazione amministrativa che separa le provincie di Gorizia e di Trieste, a circa 2 chilometri a nord-est del villaggio di S. Giovanni e a circa mezzo chilometro a nord-ovest di quota 208, che costituisce il punto d'incontro delle frontiere della Jugoslavia, dell'Italia e del Territorio Libero di Trieste; segue la detta linea di demarcazione fino a Monte Lanaro (quota 546); continua a sud-est fino a Monte Cocusso (quota 672) passando per le quote 461, Meducia (quota 475), Monte dei Pini (quota 476) e quota 407, che taglia la Strada Nazionale N° 58, che va da Trieste a Sesana, a circa 3,3 chilometri a sud-ovest di detta città e lasciando ad-est i villaggi di Vogliano e di Orle e a circa 0,4 chilometri ad ovest, il villaggio di Zolla.

ii) Da Monte Cocusso, la linea, continuando in direzione sud-est lascia ad ovest il villaggio di Grozzana, raggiunge il Monte Goli (quota 621), poi, proseguendo verso sud-ovest, taglia la strada tra Trieste e Cosina alla quota 455 e la linea ferroviaria alla quota 485; passa per le quote 416 e 326, lasciando i villaggi di Beca e Castel in territorio jugoslavo, taglia la strada tra Ospo e Gabrovizza d'Istria a circa 100 metri a sud-est di Ospo; taglia poi il fiume Risana e la strada fra Villa Decani e Risano ad un punto a circa 350 metri ad ovest di Risano, lasciando in territorio jugoslavo il villaggio di Rosario e la strada tra Risano e San Sergio. Da questo punto la linea procede fino al crocevia situato a circa 1 chilometro a nord-est della quota 362, passando per le quote 285 e 354.

iii) Di qui, la linea prosegue fino ad un punto a circa mezzo chilometro ad est del villaggio di Cernova, tagliando il fiume Dragogna a circa 1 chilometro a nord di detto villaggio, lasciando ad ovest i villaggi di Bucciai e Truscolo e ad est il villaggio di Tersecco; di qui, procede, in direzione di sud-ovest a sud-est della strada che congiunge i villaggi di Cernova e Chervoi, lasciando questa strada a 0,8 chilometri ad est del villaggio di Cucciani; prosegue poi in direzione generale di sud, sud-ovest, passando a circa 0,4 chilometri ad est del monte Braico e a circa 0,4 chilometri ad ovest del villaggio di Sterna Filaria, lasciando ad oriente la strada che va da detto villaggio a Piemonte, passando a

environ à l'ouest de la ville de Piemonte et à 0,5 kilomètre environ à l'est de la ville de Castagna et atteignant la rivière Quietto en un point situé approximativement à 1,6 kilomètre au sud-ouest de la ville de Castagna.

4. — De là la ligne suit le chenal principal rectifié du Quietto jusqu'à l'embouchure de cette rivière et, à travers Porto del Quietto, atteint la haute mer en restant à égale distance de la côte du Territoire Libre de Trieste et de celle de la Yougoslavie.

La carte à laquelle se réfère cette description figure à l'annexe I.

SECTION IV. — COLONIES ITALIENNES.

ARTICLE 23.

1. — L'Italie renonce à tous droits et titres sur les possessions territoriales italiennes en Afrique, c'est-à-dire la Libye, l'Erythrée et la Somalie italienne.

2. — Lesdites possessions demeureront sous leur administration actuelle jusqu'à ce que leur sort définitif soit réglé.

3. — Le sort définitif de ces possessions sera déterminé d'un commun accord par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni, et de l'Union Soviétique, dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité et selon les termes de la déclaration commune faite par ces Gouvernements le 10 février 1947 et dont le texte est reproduit dans l'annexe XI.

SECTION V. — INTÉRÊTS SPÉCIAUX DE LA CHINE.

ARTICLE 24.

L'Italie renonce en faveur de la Chine à tous les privilèges et avantages résultant des dispositions du protocole final signé à Pékin le 7 septembre 1901, ensemble tous annexes, notes et documents complémentaires et elle accepte l'abrogation, en ce qui la concerne, desdits protocole, annexes, notes et documents. L'Italie renonce également à toute demande d'indemnité de ce fait.

ARTICLE 25.

L'Italie accepte l'annulation du contrat obtenu du Gouvernement chinois, en vertu duquel la concession italienne de Tientsin a été accordée, et accepte de remettre au Gouver-

environ 0,4 chilometri ad ovest della città di Piemonte e a circa mezzo chilometro ad est della città di Castagna e raggiungendo il fiume Quietto ad un punto a 1,6 chilometri circa, a sud-ovest della città di Castagna.

iv) Di qui il tracciato segue il canale principale rettificato del Quietto fino alla foce, e, passando attraverso Porto del Quietto, raggiunge il mare aperto, seguendo una linea ad eguale distanza dalla costa del Territorio Libero di Trieste e da quella della Jugoslavia.

La carta alla quale la descrizione presente si riferisce, fa parte dell'Allegato I.

SEZIONE IV. — COLONIE ITALIANE.

ARTICOLO 23.

1. — L'Italia rinuncia a ogni diritto e titolo sui possedimenti territoriale italiani in Africa e cioè la Libia, l'Eritrea e la Somalia italiana.

2. — I detti possedimenti resteranno sotto l'attuale loro amministrazione, finché non sarà decisa la loro sorte definitiva.

3. — La sorte definitiva di detti possedimenti sarà decisa di comune accordo dai Governi dell'Unione Sovietica, del Regno Unito, degli Stati Uniti d'America e della Francia entro un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato e secondo i termini della dichiarazione comune fatta dai detti Governi il 10 febbraio 1947, il cui testo è riprodotto nell'Allegato XI.

SEZIONE V. — SPECIALI INTERESSI DELLA CINA.

ARTICOLO 24.

L'Italia rinuncia a favore della Cina a tutti i benefici e privilegi risultanti dalle disposizioni del Protocollo finale, firmato a Pechino il 7 settembre 1901 e dei relativi allegati, note e documenti complementari ed accetta l'abrogazione, per quanto la riguarda, del detto Protocollo, allegati, note e documenti. L'Italia rinuncia egualmente a far valere qualsiasi domanda d'indennità al riguardo.

ARTICOLO 25.

L'Italia accetta l'annullamento del contratto d'affitto concessole dal Governo cinese in base al quale era stabilito la Concessione italiana a Tientsin ed accetta inoltre di tra-

vernement chinois tous biens et archives appartenant à la municipalité de ladite concession.

ARTICLE 26.

L'Italie renonce en faveur de la Chine aux droits qui lui ont été accordés relativement aux concessions internationales de Changhai et d'Amoy et accepte de remettre au Gouvernement chinois l'administration et le contrôle desdites concessions.

SECTION VI. — ALBANIE.

ARTICLE 27.

L'Italie reconnaît et s'engage à respecter la souveraineté et l'indépendance de l'Etat albanais.

ARTICLE 28.

L'Italie reconnaît que l'île de Saseno fait partie du territoire de l'Albanie et renonce à toutes revendications sur cette île.

ARTICLE 29.

L'Italie renonce formellement en faveur de l'Albanie à tous biens (à l'exception des immeubles normalement occupés par les missions diplomatiques ou consulaires), à tous droits, concessions, intérêts et avantages de tout ordre en Albanie, appartenant à l'Etat italien ou à des institutions semi-publiques italiennes. L'Italie renonce également à revendiquer tous intérêts spéciaux ou toute influence particulière acquis en Albanie, en conséquence de l'agression du 7 avril 1939 ou en vertu de traités et accords conclus avant cette date.

Les clauses économiques du présent Traité, dont peuvent se prévaloir les Puissances Alliées et Associées, s'appliqueront aux autres biens italiens et aux autres relations économiques entre l'Albanie et l'Italie.

ARTICLE 30.

Les ressortissants italiens en Albanie jouiront du même statut juridique que les ressortissants des autres pays étrangers; toutefois l'Italie reconnaît la validité de toutes mesures qui seraient prises par l'Albanie pour l'annulation ou la modification des concessions ou des droits particuliers accordés à des ressortissants italiens, à condition que ces mesures interviennent dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

smettere al Governo cinese tutti i beni e gli archivi appartenenti al Municipio di detta Concessione.

ARTICOLO 26.

L'Italia rinuncia a favore della Cina ai diritti accordatili rispetto alle Concessioni internazionali di Shanghai e di Amoy ed accetta che l'amministrazione e il controllo di dette Concessioni siano ritrasferite al Governo cinese.

SEZIONE VI. — ALBANIA.

ARTICOLO 27.

L'Italia riconosce e s'impegna a rispettare la sovranità e l'indipendenza dello Stato di Albania.

ARTICOLO 28.

L'Italia riconosce che l'isola di Saseno fa parte del territorio albanese e rinuncia a qualsiasi rivendicazione a suo riguardo.

ARTICOLO 29.

1. — L'Italia rinuncia formalmente in favore dell'Albania a tutti i beni (eccettuati gli immobili normalmente occupati dalle Rappresentanze diplomatiche e consolari) a tutti i diritti, concessioni, interessi e vantaggi di ogni genere spettanti allo Stato italiano o ad enti parastatali italiani in Albania. L'Italia rinuncia egualmente a rivendicare ogni speciale interesse o influenza in Albania, acquisita a seguito dell'aggressione del 7 aprile 1939 o in virtù di trattati od accordi conclusi prima di detta data.

2. — Le clausole economiche del presente Trattato, applicabili alle Potenze Alleate ed Associate, si applicheranno agli altri beni italiani ed agli altri rapporti economici tra l'Italia e l'Albania.

ARTICOLO 30.

I cittadini italiani in Albania godranno dello stesso statuto giuridico dei cittadini degli altri paesi stranieri; l'Italia tuttavia riconosce la validità di tutti i provvedimenti che potranno essere presi dall'Albania per l'annullamento o la modificazione delle concessioni o dei speciali diritti accordati a cittadini italiani, a condizione che tali provvedimenti siano attuati entro un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato.

ARTICLE 31.

L'Italie reconnaît que tous les accords et arrangements intervenus entre l'Italie et les autorités qu'elle avait installées en Albanie entre le 7 avril 1939 et le 3 septembre 1943 sont nuls et non avenue.

ARTICLE 32.

L'Italie reconnaît la validité de toutes mesures que l'Albanie pourra juger nécessaire de prendre pour confirmer les dispositions ci-dessus ou les mettre à exécution.

SECTION VII. — ETHIOPIE.

ARTICLE 33.

L'Italie reconnaît et s'engage à respecter la souveraineté et l'indépendance de l'Etat éthiopien.

ARTICLE 34.

L'Italie renonce formellement en faveur de l'Ethiopie à tous biens (à l'exception des immeubles normalement occupés par les missions diplomatiques ou consulaires), à tous droits, intérêts et avantages de tout ordre acquis à un moment quelconque en Ethiopie par l'Etat italien, de même qu'à tous les biens semi-publics tels que les définit le premier paragraphe de l'annexe XIV du présent Traité.

L'Italie renonce également à revendiquer tous intérêts spéciaux ou toute influence particulière en Ethiopie.

ARTICLE 35.

L'Italie reconnaît la validité de toutes les mesures que le Gouvernement éthiopien a prises ou pourra prendre dans l'avenir en vue d'annuler des mesures prises par l'Italie à l'égard de l'Ethiopie, après le 3 octobre 1935, ainsi que leurs effets.

ARTICLE 36.

Les ressortissants italiens en Ethiopie jouiront du même statut juridique que les ressortissants des autres pays étrangers; toutefois, l'Italie reconnaît la validité de toutes les mesures qui seraient prises par le Gouvernement éthiopien pour l'annulation ou la modification des concessions ou des droits particuliers accordés à des ressortissants italiens, à condition que ces mesures interviennent dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

ARTICOLO 31.

L'Italia riconosce che tutte le convenzioni ed intese intervenute tra l'Italia e le autorità insediate dall'Italia in Albania tra il 7 aprile 1939 ed il 3 settembre 1943 siano considerate nulle e non avvenute.

ARTICOLO 32.

L'Italia riconosce la validità di ogni provvedimento che l'Albania potrà ritenere necessario di adottare in applicazione od esecuzione delle disposizioni di cui sopra.

SEZIONE VII. — ETIOPIA.

ARTICOLO 33.

L'Italia riconosce e s'impegna a rispettare la sovranità e l'indipendenza dello Stato etiopico.

ARTICOLO 34.

1. — L'Italia rinuncia formalmente a favore dell'Etiopia a tutti i beni (eccettuati gli immobili normalmente occupati dalle Rappresentanze diplomatiche o consolari), a tutti i diritti, interessi e vantaggi di qualsiasi natura, acquisiti in qualsiasi momento in Etiopia da parte dello Stato italiano e a tutti i beni parastatali, quali sono definiti dal 1° paragrafo dell'Allegato XIV del presente Trattato.

2. — L'Italia rinuncia egualmente a rivendicare qualsiasi interesse speciale od influenza particolare in Etiopia.

ARTICOLO 35.

L'Italia riconosce la validità di tutti i provvedimenti adottati o che potrà adottare lo Stato etiopico, allo scopo di annullare le misure prese dall'Italia nei riguardi dell'Etiopia, dopo il 3 ottobre 1935, e gli effetti relativi.

ARTICOLO 36.

I cittadini italiani in Etiopia godranno dello stesso statuto giuridico degli altri cittadini stranieri; l'Italia tuttavia riconosce la validità di tutti i provvedimenti che potranno essere presi dal Governo etiopico per annullare o modificare le concessioni o gli speciali diritti accordati a cittadini italiani, a condizione che tali provvedimenti siano attuati entro un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato.

ARTICLE 37.

Dans un délai de dix-huit mois à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, l'Italie restituera toutes oeuvres d'art, tous objets religieux, archives et objets de valeur historique, appartenant à l'Ethiopie ou à ses ressortissants, et transportés d'Ethiopie en Italie depuis le 3 octobre 1935.

ARTICLE 38.

La date à partir de laquelle les dispositions du présent Traité deviendront applicables en ce qui concerne toutes mesures et faits de toute nature engageant la responsabilité de l'Italie ou de ressortissants italiens à l'égard de l'Ethiopie, est fixée au 3 octobre 1935.

SECTION VIII. — ACCORDS INTERNATIONAUX.

ARTICLE 39.

L'Italie s'engage à accepter tous les arrangements qui ont été conclus ou qui pourront être conclus pour la liquidation de la Société des Nations, de la Cour Permanente de Justice Internationale ainsi que de la Commission financière internationale en Grèce.

ARTICLE 40.

L'Italie renonce à tous droits, à tous titres et à toutes réclamations résultant du régime du Mandat ou des engagements de tout ordre résultant de ce régime, ainsi qu'à tous droits spéciaux de l'Etat italien concernant l'un quelconque des territoires sous mandat.

ARTICLE 41.

L'Italie accepte les dispositions de l'Acte final du 31 août 1945 et de l'accord franco-britannique du même jour sur le statut de Tanger ainsi que toutes les dispositions que les Puissances signataires pourront adopter en vue de donner effet à ces instruments.

ARTICLE 42.

L'Italie s'engage à accepter tous arrangements qui pourront être conclus par les Puissances Alliées et Associées intéressées pour modifier les traités relatifs au bassin du Congo en vue de les mettre en harmonie avec la Charte des Nations Unies et reconnaître la validité de ces arrangements.

ARTICOLO 37.

Entro diciotto mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, l'Italia restituirà tutte le opere d'arte, gli archivi e oggetti di valore religioso o storico appartenenti all'Ethiopia od ai cittadini etiopici e portati dall'Ethiopia in Italia dopo il 3 ottobre 1935.

ARTICOLO 38.

La data, a decorrere dalla quale le disposizioni del presente Trattato diverranno applicabili, per quanto riguarda le misure e gli atti di qualsiasi natura che comportino responsabilità per l'Italia o per i cittadini italiani nei riguardi della Etiopia, s'intenderà fissata al 3 ottobre 1935.

SEZIONE VIII. — ACCORDI INTERNAZIONALI.

ARTICOLO 39.

L'Italia s'impegna ad accettare ogni intesa che sia già stata o sia per essere conclusa per la liquidazione della Società delle Nazioni, della Corte Permanente di giustizia internazionale e della Commissione finanziaria internazionale in Grecia.

ARTICOLO 40.

L'Italia rinuncia a ogni diritto, titolo e rivendicazione risultanti dal regime dei Mandati o da impegni di qualsiasi natura risultanti da detto regime, e ad ogni diritto speciale dello Stato italiano nei riguardi di qualsiasi territorio sotto mandato.

ARTICOLO 41.

L'Italia riconosce le disposizioni dell'Atto finale del 31 agosto 1945 e dell'Accordo franco-britannico dello stesso giorno sullo Statuto di Tangeri, come pure ogni disposizione che le Potenze firmatarie potranno adottare, allo scopo di dare esecuzione ai detti strumenti.

ARTICOLO 42.

L'Italia accetterà e riconoscerà ogni accordo che possa essere concluso dalle Potenze Alleate ed Associate, per modificare i trattati relativi al bacino del Congo, ai fini di farli conformare alle disposizioni dello Statuto delle Nazioni Unite.

ARTICLE 43.

L'Italie renonce à tous les droits et intérêts qu'elle peut avoir en vertu de l'article 16 du Traité de Lausanne signé le 24 juillet 1923.

SECTION IX. — TRAITÉS BILATÉRAUX.

ARTICLE 44.

1. — Chacune des Puissances Alliées ou Associées notifiera à l'Italie, dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, les traités bilatéraux qu'elle a conclus avec l'Italie antérieurement à la guerre et dont elle désire le maintien ou la remise en vigueur. Toutes dispositions des traités dont il s'agit qui ne seraient pas en conformité avec le présent Traité seront toutefois supprimées.

2. — Tous les traités de cette nature qui auront fait l'objet de cette notification seront enregistrés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

3. — Tous les traités de cette nature qui n'auront pas fait l'objet d'une telle notification seront tenus pour abrogés.

PARTIE III

CRIMINELS DE GUERRE

ARTICLE 45.

1. — L'Italie prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer l'arrestation et la livraison en vue de leur jugement:

a) des personnes accusées d'avoir commis, ordonné des crimes de guerre et des crimes contre la paix ou l'humanité, ou d'en avoir été complices;

b) des ressortissants de toute Puissance Alliée ou Associée accusés d'avoir enfreint les lois de leur pays en commettant des actes de trahison ou en collaborant avec l'ennemi pendant la guerre.

2. — A la demande du Gouvernement de l'une des Nations Unies intéressées, l'Italie devra assurer en outre la comparution, comme témoins, des personnes relevant de sa juridiction dont la déposition est nécessaire pour le jugement des personnes visées au paragraphe 1 du présent article.

ARTICOLO 43.

L'Italia rinuncia ad ogni diritto od interesse che possa avere, in virtù dell'articolo 16 del Trattato di Losanna, firmato il 24 luglio 1923.

SEZIONE IX. — TRATTATI BILATERALI.

ARTICOLO 44.

1. — Ciascuna delle Potenze Alleate ed Associate notificherà all'Italia, entro sei mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, i trattati bilaterali conclusi con l'Italia anteriormente alla guerra, di cui desideri il mantenimento o la rimessa in vigore. Tutte le disposizioni dei trattati di cui sopra, che non siano compatibili con il presente Trattato, saranno tuttavia abrogate.

2. — Tutti i trattati che formeranno oggetto di tale notificazione saranno registrati presso il Segretariato delle Nazioni Unite, in conformità dell'articolo 102 dello Statuto delle Nazioni Unite.

3. — Tutti i trattati che non formeranno oggetto di tale notifica, si avranno per abrogati.

PARTE III

CRIMINALI DI GUERRA.

ARTICOLO 45.

1. — L'Italia prenderà tutte le misure necessarie per assicurare l'arresto e la consegna ai fini di un successivo giudizio:

a) delle persone accusate di aver commesso od ordinato crimini di guerra e crimini contro la pace o l'umanità, o di complicità in siffatti crimini;

b) dei sudditi delle Potenze Alleate ed Associate, accusati di aver violato le leggi del proprio Paese, per aver commesso atti di tradimento o di collaborazione con il nemico, durante la guerra.

2. — A richiesta del Governo della Nazione Unita interessata, l'Italia dovrà assicurare inoltre la comparizione come testimoni delle persone sottoposte alla sua giurisdizione, le cui deposizioni siano necessarie per poter giudicare le persone di cui al paragrafo 1 del presente articolo.